

LE VACCIN, LA MORT ET LE POLITIQUE

Les réfractaires à la vaccination sont aussi ceux qui font le moins confiance aux pouvoirs publics.



Quels risques sommes-nous prêts à courir pour ne pas mourir? Le baromètre annuel de la confiance politique, publié par le Cevipof, consacre depuis la crise sanitaire un pan de son enquête à l'effet de l'épidémie de Covid-19 sur les attitudes des citoyens. Que ce sondage dédié à la vie politique puisse alimenter un enjeu philosophique et intime peut surprendre; mais intervenir sur notre destin biologique dans l'espoir de contrer l'imprévisible est aussi une affaire de confiance politique.

À ce titre, les attitudes vis-à-vis de la vaccination sont emblématiques de la façon dont les citoyens gèrent l'aléa biologique. Si la preuve scientifique des bénéfices de la vaccination est sans appel, l'imaginaire collectif ne s'aligne pas sur cette évidence. En effet, le baromètre révèle que seulement un Français sur deux envisage de se faire vacciner contre le Covid-19. L'hésitation concerne un sondé sur cinq, mais ils sont 30% à ne pas souhaiter se faire piquer. Ainsi, toute intervention « intrusive » sur le

corps biologique est mise en balance avec le risque statistique de mourir d'une maladie infectieuse. Comment expliquer ce front massif de réfractaires?

Le niveau de confiance de cette population vis-à-vis des pouvoirs publics diffère de celui des partisans de la vaccination. En effet, les trois quarts des plus

Le refus vaccinal est lié à la façon dont le citoyen voit sa place dans la société

réfractaires considèrent que le gouvernement gère mal la crise sanitaire et ne fait pas confiance aux Français. Les adhérents à la vaccination sont bien moins sévères. Ils ne sont que 13% à déclarer ne pas faire confiance aux pouvoirs publics pour surveiller l'apparition d'effets secondaires liés au vaccin, contre 80% des opposants.

La défiance porte sur les responsables et les institutions politiques chargés de mettre en œuvre la politique sanitaire. En d'autres termes, les citoyens acceptent moins de déléguer leur corps et leur santé aux autorités qui les administrent. Celles-ci ne seraient pas en mesure de prendre en charge leur destin biologique. Le refus vaccinal est en effet corrélé à une défiance interpersonnelle et institutionnelle élevée. Cette tendance ne découle donc pas d'une difficulté de compréhension des acquis scientifiques: elle est liée à la façon dont le citoyen envisage sa place dans la société et son rapport aux gouvernants.

La défiance structurelle des citoyens en matière vaccinale traduit l'échec du politique à administrer la dimension émotionnelle liée aux aléas de la vie en société. Cette crainte collective peut se rapporter à une incertitude « non structurée », c'est-à-dire une incertitude qui rassemble un grand nombre d'inconnues. Elle peut être au contraire « structurée », de sorte que le doute ne porte que sur une partie du tableau général de l'action politique.

En France, le manque de recul sur la maladie et le vaccin constitue le premier motif invoqué par les réfractaires (70%), suivi de la crainte d'effets secondaires de l'immunisation (53%). La tendance est inverse en Allemagne, au Royaume-Uni et en Italie: la peur d'effets indésirables ou de l'inefficacité du vaccin est accrue, tandis que la faible visibilité de l'évolution pandémique n'intervient qu'au second plan.

Ainsi, les incertitudes non structurées prédominent dans le pays de Descartes. Ce doute est-il salutaire? Malheureusement, il traduit moins la recherche de la vérité, si chère à la pensée cartésienne, que le sentiment collectif de ne pas appartenir à une communauté politique. La peur de la vaccination, c'est la peur de la mort politique dont le principal effet indésirable est de pousser les hommes à la mort. ■

VIRGINIE TOURNAY, biologiste de formation, est politologue et directrice de recherche du CNRS au Cevipof, à Sciences Po, à Paris.